

2002-2022 : *Ni patrie ni frontières* a vingt ans. Bilan d'un échec ?

Il est temps de faire un bref bilan de la revue et des éditions *Ni patrie ni frontières* créées en septembre 2002. Ce bilan aura malheureusement une tonalité extrêmement personnelle dans la mesure où cette activité de publication, de republication ou de traduction d'articles ou de livres n'a jamais été le fruit d'un travail collectif, même si trois ou quatre camarades m'ont donné un coup de main temporaire, pour tel ou tel livre ou numéro de revue, au cours de ces vingt années.

L'idée originelle découlait d'un constat assez simple : les militants des différentes tendances marxistes ou des divers courants anarchistes ignorent leurs positions respectives ou alors les connaissent de façon très superficielle. Pour celles et ceux qui se réclament encore du (défunt ?) «mouvement ouvrier», chaque courant connaît fort peu les écrits des grands penseurs des courants «révolutionnaires» concurrents.

L'objectif initial¹ était donc de mettre ensemble dans un même numéro de revue, voire dans un même livre, des articles défendant des points de vue opposés sur des questions fondamentales pour les militants «révolutionnaires» d'hier comme d'aujourd'hui. Comme me le fit justement remarquer un ami à l'époque, ce projet reposait sur une sorte d'«*éclectisme*» ou d'«*œcuménisme offensif*». *Eclectisme* et *œcuménisme* parce qu'aucun groupe ni individu ne détient, à lui seul, la vérité — si tant est qu'elle existe ; *offensif*, parce qu'il ne s'agissait pas de gommer les différences et les divergences politiques, mais d'en débattre sereinement pour progresser ensemble, même si nous empruntons des routes séparées.

Idéalement, cela aurait pu créer un modeste outil de formation politique pluraliste et un support (potentiel) de discussions, même si, dès le départ, je n'avais pas trop d'illusions sur la portée d'un tel projet. Cette démarche utopique se situait à contre-courant des mœurs sectaires et des idées dogmatiques dominantes dans les milieux qui se prétendent «radicaux» ou «révolutionnaires». Et ce travail devait être accompagné de nombreuses traductions, afin de dépasser le cadre étriqué des échanges entre militants francophones qui ignorent la production militante dans d'autres langues, et connaissent peu les réalités politiques et sociales que doivent affronter leurs «camarades» ou «compagnons» en dehors des frontières de l'Hexagone. Ces choix se sont traduits par des numéros thématiques organisés soit :

- autour de mouvements sociaux en France : les émeutes de 2005, le mouvement étudiant de 2006, les mouvements contre la loi El-Khomry et Nuits debout en 2016, et les gilets jaunes de 2019-2020 ;

- soit autour de thèmes généraux : La révolution russe – Le prolétariat afro-américain et ses luttes – Islam islamisme et «islamophobie» – Les guerres et les États aujourd'hui – Les offensives réactionnaires en Europe et dans le monde – «Justice sociale» contre «démocratie occidentale» ? – Les syndicats contre les luttes ? – Les religions et l'athéisme – La violence politique – «Question juive», antisémitisme, sionisme et antisionisme – Les «terrorismes» d'extrême gauche – Les élections et la démocratie bourgeoise – Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968) – Exécutions jihadistes de janvier 2015 : analyses et conséquences – Dieu, race et nation : trois mythes mortifères – Le gauchisme postmoderne – L'anti-impérialisme réactionnaire – Les pièges mortels de l'identité nationale – Extrême-gauche/extrême droite : inventaire de la confusion – Premiers questionnements sur les causes immédiates et lointaines des massacres du 13 novembre 2015 – Des altermondialistes aux indignés – Souverainisme,

¹ Cf. «Pour un bulletin de débats et de traductions», déclaration d'intention de la revue rédigée en août 2002 à plusieurs mains, et placée en annexe de ce bilan.

xénophobie de gauche et social-chauvinisme – Ultragauches et libertaires face au négationnisme – Religion et politique – Nostalgies et manipulations identitaires, etc.

En dehors de ces 32 numéros et de 6 compilations thématiques, les éditions *Ni patrie ni frontières* ont publié 22 livres d'auteurs ou de collectifs, de format divers (de 74 à 478 pages), essentiellement marxistes et anarchistes, tous sensibles (un minimum) à la lutte de classe :

Amalia Alvarez, *Cinq histoires de femmes «sans papiers»* (bande dessinée), 2016

Danubia Mendes Abadia, *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie au Portugal durant la «Révolution des œillets»* (1974-1978), 2018

João Bernardo, Loren Goldner, Adolph Reed Jr., *La Gauche identitaire contre la classe*, 2017

João Bernardo, *Contre l'écologie*, 2017

João Bernardo et Manolo, *De retour en Afrique. Des révoltes d'esclaves au panafricanisme*

João Bernardo et Passa Palavra, *L'autre face du racisme*, 2021

João Bernardo, *Ils ne savaient pas encore qu'ils étaient fascistes*, 2021

João Bernardo, *Anticapitalisme, antiquoi ?* 2021

De Fabel van de illegaal : *La Fable de l'illégalité* (recueil de textes sur l'immigration et l'intégration forcée aux Pays-Bas, la critique du nationalisme, l'altermondialisme, l'antisémitisme, le colonialisme néerlandais, l'écologie réactionnaire, le féminisme, l'antiracisme, etc.), 2008

Loren Goldner, *Demain la Révolution* (recueil d'articles) 2008

Karim Landais, *Anarchisme et anarcho-indépendantisme*, 2005

Karim Landais, *De l'OCI au Parti des travailleurs*, 2013

G. Munis, *Textes politiques, Œuvres choisies, tome 1. De la guerre d'Espagne à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948)*, 2012

Patsy, *Le monde comme il va, Chroniques 1999-2010*, 2010

Christian Riechers, *Gramsci et le marxisme italien*, 2021

Michel Roger, *Les années terribles (1926-1945), La Gauche italienne dans l'émigration parmi les communistes oppositionnels*, 2012

Michel Roger, *Envers et contre tout*, 2017

Encyclopédie anarchiste : *La Raison contre Dieu (anthologie)*, 2010

Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale (recueil d'articles d'Échanges et Mouvement 1979-2009), 2010,

L'enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires, 1942-1953, (introduction de Michel Roger et recueil de textes de la Gauche communiste de France), 2013

L'anarchisme d'Etat et la Commune de Barcelone, textes de A. Guillamon, H. Rüdiger et H. Oehler, 2015

Balance n° 38 : *Correspondance entre Diego Camacho (Abel Paz) et Juan Garcia Oliver*, 2016

Outils de formation contre l'antisémitisme (recueil de traductions d'articles) avec les éditions Zukunft 2020

Une initiative qui a suscité de nombreux «malentendus»...

La démarche d'ouverture de la revue et des éditions *Ni patrie ni frontières* ont donné lieu à d'innombrables «malentendus» et critiques, bien caractéristiques du sectarisme des milieux militants, dont voici un bref échantillon :

* S'intéresser à la fois au marxisme et à l'anarchisme, ce serait courir après le mirage d'un «marxisme libertaire» irréalisable, ou vouloir sauver le totalitarisme léniniste-stalinien de ses crimes.

* Défendre l'athéisme et le matérialisme scientifique, critiquer les effets politiques négatifs de l'islam au même titre que ceux de toutes les autres religions, préférer la notion imparfaite de «racisme antimusulmans» à celle encore plus confuse d'«islamophobie», ce serait faire preuve de... racisme !

* Analyser l'antisémitisme dans la gauche et dans les mouvements anarchistes, voire l'antisémitisme de gauche, traduirait une obsession malsaine, voire un esprit policier. Ce serait évidemment faire le jeu du «sionisme», de l'État d'Israël, etc.

* S'opposer à la prétendue écriture «inclusive» (en réalité élitiste) ou critiquer les limites des féminismes équivaudrait à défendre et renforcer le sexisme, le «patriarcat» (?), etc.

* Critiquer le Hamas ou le Hezbollah reviendrait à soutenir les agressions criminelles de l'État d'Israël contre les Palestiniens.

* Critiquer le nationalisme de la gauche (de l'ancien CNR, du PCF ou de la France Insoumise) favoriserait la domination du capital financier, du grand capital, des multinationales, etc.

* S'opposer aux identitarismes de gauche aboutirait à rester indifférent face aux différentes oppressions, voire à les renforcer.

* Critiquer les aspects réactionnaires de certains mouvements sociaux serait être «puriste» et raisonner selon des schémas «ouvriéristes» dépassés.

* Confronter les militants vivant en France aux questions que se posent ceux d'autres pays serait une perte de temps et d'énergie.

* Mettre en évidence les convergences, les passerelles entre l'extrême droite et l'extrême gauche, ce serait reprendre le vieux lieu commun de «Les extrêmes se rejoignent». Souligner l'existence de réseaux communs et de plateformes communes, mettre en évidence la circulation de concepts et de thèmes d'agitation similaires entre l'extrême droite et l'extrême gauche, serait pratiquer «la culpabilité par association» et la diffamation.

* Publier des textes «d'ultragauches», ce serait se passionner pour des fossiles en voie de décomposition avancée, etc.

Il est évident que je ne vais pas répondre ici à ces critiques², car cela me ferait perdre un temps précieux et de toute façon ne convaincrerait personne. Je n'ai cité ces différentes critiques ou accusations infondées que pour montrer l'étendue des «malentendus» créés par l'initiative de *Ni patrie ni frontières*.

... «malentendus» liés notamment à une puissante régression idéologique

Ces malentendus ont été facilités par la régression idéologique de ces vingt dernières années, régression qui s'est encore accélérée récemment, depuis 2020. Depuis les années 1990, l'extrême gauche et les groupes anarchistes se sont de plus en plus tournés vers des mouvements et des idéologies identitaires sans aucun lien avec la classe ouvrière. Que ces mouvements soient altermondialistes, «indignés», Occupy, antiracistes, féministes, ou écologistes, qu'ils se réclament de la lutte contre «l'islamophobie» ou de la défense des LGBTTTQIAAP³.

² Celles et ceux que ces questions intéressent pourront se reporter aux textes que j'ai écrits (et traduits) sur ces sujets, notamment en consultant cet index thématique :

<https://nnpf.eu/spip.php?rubrique10>.

³ Cette «communauté» totalement illusoire, et qui se décompose en un nombre croissant de «minorités», regroupe, dans l'ordre des initiales anglaises, les lesbiennes, gays, les bisexuels, les transgenres, les transexuels/transexuelles, les queer, celles et ceux qui s'interrogent sur leur genre (*questioning*), les intersexes, les asexuels/aromantiques, les agenres (*agender*) et les pansexuels, le signe «+» final permettant d'enrichir le catalogue à l'infini. Et quand j'écris «à l'infini» puisque la rubrique «Transgender Policy» de certaines universités énumère déjà 72 prétendues «identités de genre» et prévient que cette liste n'est que provisoire....

Aucune de ces idéologies interclassistes ne cherche à développer un sens du collectif fondé sur l'expérience directe de **conditions de travail** communes et de **lieux de travail** identiques, donc sur la notion d'intérêts de classe et de lutte de classe. Elles reposent sur un mode de pensée qui se prétend «intersectionnel» pour faire chic, mais qui privilégie toujours un groupe donné selon les moments. Ce mode de pensée binaire est beaucoup moins fécond et prometteur que l'opposition entre capitalistes-bourgeois-gestionnaires d'un côté et prolétaires-travailleurs de l'autre : il oppose les hommes aux femmes, les hétérosexuels aux homosexuels, les «trans» aux TERF («féministes radicales excluant⁴ les «personnes trans»)), les «blancs» aux «racisés», les «valides» aux handicapés, les individus ayant un poids normal aux obèses, etc.

Celles et ceux qui se reconnaissent dans ces idéologies particularistes-interclassistes n'ont pour la plupart jamais participé à des luttes ou des grèves, ou alors à des «grévettes» lycéennes ou étudiantes. Ils n'ont jamais organisé des travailleurs sur leur lieu de travail, soit parce qu'ils n'ont pas de lieu de travail fixe (étudiants qui font des petits boulots ; travailleurs par applications genre Uber ou Deliveroo ; intérimaires, titulaires de CDD, etc.) ; soit parce qu'ils travaillent chez eux (à temps partiel ou complet) et font partie des travailleurs «nomades» ; soit parce qu'ils bossent dans de toutes petites boîtes ou unités de travail ; soit parce que leur boulot particulier les isole des autres travailleurs exerçant le même métier qu'eux (chauffeurs de camions ou d'autocars, par exemple) ; soit parce que l'organisation du travail elle-même les isole des salariés qu'ils côtoient (par exemple, les magasiniers, préparateurs de commandes, caristes, et autres salariés dans les entrepôts de logistique) et que la multiplication des entreprises de sous-traitance limite de plus en plus la possibilité d'expérimenter la solidarité au sein d'un collectif de taille significative ; soit parce qu'ils occupent des fonctions où les oppositions et les conflits de classe sont masqués par des objectifs apparemment «neutres» ou «citoyens» (l'enseignement, la santé, le travail social, les industries culturelles), etc.

Bref, le capitalisme (dans les principaux pays occidentaux) a détruit les grandes concentrations d'ouvriers et d'employés qui existaient encore jusque dans les années 1970 voire 1980 ; il a créé des unités de production plus petites en déployant d'innombrables techniques de division des salariés entre eux, le tout en diffusant des discours sur la participation nécessaire des travailleurs, les structures de gestion «horizontales», le respect de la «diversité», la lutte contre les discriminations, etc.

Dans un tel contexte, les idéologies identitaires et postmodernes interclassistes se sont épanouies. Au départ objets de discussions dans de petits cercles universitaires, elles ont réussi à atteindre une diffusion massive avec le soutien actif des multinationales et des grandes organisations internationales (ONU, UNESCO, Union européenne, etc.) qui se sont toutes mises à se revendiquer de l'antiracisme, de l'antisexisme, de l'écologie, de la «lutte» contre les discriminations, etc. Ces idéologies postmodernes identitaires sont fondamentalement utiles aux classes dominantes car elles réduisent l'essentiel des questions politiques (quels que soient leurs grands discours et leurs postures «radicales») à de mauvaises attitudes individuelles qu'il faut condamner comme nocives pour (au choix) protéger la planète, les animaux, les femmes,

⁴ Pour la plupart, ces féministes radicales «n'excluent» nullement les personnes qui s'affirment «trans» (notion fourre-tout et floue puisque n'importe peut se proclamer trans uniquement pour se distinguer des prétendues «cisgenres», autre concept bidon). Simplement, comme le disait avec humour une de leurs banderoles lors d'une manifestation récente en Angleterre : «*Les lesbiennes n'aiment pas les pénis*» ! En clair, il existe des différences biologiques **réelles** entre hommes et femmes, et les femmes (quelle que soit leur orientation sexuelle) exigent de conserver leurs droits spécifiques, c'est-à-dire d'avoir des installations et des activités où elles ne risquent pas de tomber inopinément sur des hommes (vestiaires, toilettes, douches collectives), d'être mises en compétition de façon inégalitaire avec eux (sports de compétition) ou d'être enfermées avec eux (prisons).

les «racisés», les handicapés, les «subalternes», les homosexuels, les peuples premiers, les «trans», les «Afrodescendants», les lesbiennes, les langues et cultures locales, etc.

Ces idéologies interclassistes n'incitent pas à se battre dans des lieux matériels précis (les usines, les lieux de travail) contre des individus identifiables remplissant des fonctions clairement définies (les cadres, les chefs et les patrons au service du système capitaliste). Elles incitent à «lutter», à mener des campagnes morales et surtout à édicter des lois contre des maux présentés le plus souvent de façon désincarnée : le «patriarcat» (?), le racisme, l'homophobie, le sexisme, le «validisme», la «transphobie», l'«âgisme», la technique, la société de consommation, la publicité, la société du spectacle, etc.

Ces maux ne correspondent le plus souvent pas à des cibles concrètes et matérielles dont la destruction pourrait changer radicalement la société (à commencer par les structures de l'État et l'organisation concrète des entreprises). Les partisans de ces idéologies veulent principalement repérer des sentiments nocifs qu'ils souhaitent éradiquer de la tête des individus pris un par un, en menant des campagnes de dénonciation personnalisées sur les réseaux sociaux dans l'anonymat de leur domicile ou éventuellement dans des manifestations de rue festives et spectaculaires. Ils veulent créer des «espaces sécurisés» pour les victimes de tous ces maux sans s'attaquer aux structures mêmes du capitalisme et à ses mécanismes de reproduction, quels que soient leurs discours prétendument radicaux. Si leurs interventions contribuent parfois à élargir les droits démocratiques pour les «minorités», ce qui est une excellente chose, elles renforcent en même temps l'idée que l'État serait un outil irremplaçable et que les entreprises (dans lesquelles les salariés passent pourtant l'essentiel de leur temps) seraient un terrain secondaire, qu'il faudrait seulement améliorer un peu – attitude qui explique l'attitude très positive des multinationales vis-à-vis des mouvements identitaires, et ce depuis des décennies⁵.

Les plus ambitieux et carriéristes créent des ONG spécialisées dans telle ou telle cause qui vivent de subventions étatiques ou privées massives, le dernier (triste) exemple étant le «mouvement» Black Lives Matter qui a engrangé des dizaines de millions sans que les principaux intéressés, les travailleurs afro-américains subissant des violences policières, voient la couleur de ces dollars dans leurs quartiers.

Ce que certains, surtout à droite, appellent aujourd'hui le «wokisme» n'est qu'une version simplifiée (voire simpliste) et grand public des idéologies postmodernes et identitaires interclassistes. Elles reprennent un vieux mythe qui se trouve au cœur de toutes les religions⁶ : il faut se changer soi-même pour devenir meilleur, avant de commencer à penser à changer la société. Ce mythe religieux a été repris et modernisé par tous les «psy⁷» qui individualisent au

⁵ Dès la fin des années 1960 les grandes entreprises américaines financèrent plusieurs congrès pour le Black Power qui rassemblèrent nationalistes culturels, nationalistes révolutionnaires, réformistes, élus et pasteurs afro-américains (cf. Cedric Johnson, *Revolutionaries to Race Leaders. Black Power and the Making of African-American Politics*, University of Minnesota Press, 2007, page 68 et suivantes)

⁶ Dans un article qui essaie de ménager la chèvre identitaire et le chou interclassiste, le militant et historien marxiste cubano-américain Samuel Farber reconnaît tout de même l'existence d'une «forte tradition américaine d'individualisme bien-pensant et d'élitisme moral – selon laquelle nous sommes de "meilleurs" êtres humains que vous parce que nous "comprendons" ce qu'est le bien et le mal et pas vous – qui a également des racines dans les mouvements pour les réformes [sociales] aux Etats-Unis» («Cancel culture» and its perils), *New Politics*, 9 septembre 2022, <https://newpol.org/cancel-culture-and-its-perils/>.

⁷ Je ne nie nullement l'utilité des psychologues, psychothérapeutes, psychiatres et psychanalystes pour aider de nombreux individus à prendre conscience de leurs problèmes personnels. Par contre, je ne crois pas que les «psy» soient utiles quand ils sont massivement recrutés par les grandes entreprises et par les États pour «régler» des problèmes qu'ils sont

maximum les questions sociales et politiques, pour remplir leurs cabinets et obtenir sans cesse de nouvelles missions auprès de l'État (en cas de catastrophes naturelles ou d'attentats) ou des entreprises (de l'accident d'avion à l'accident industriel).

Dans un tel contexte défavorable à une démarche matérialiste qui prenne appui sur les conditions de vie et de travail des exploités, et pas simplement sur leurs «sentiments», leur «ressenti», la multiplication artificielle du nombre de minorités dites «dominées» (sans considération du moindre critère de classe), minorités composées de surcroît d'individus victimes d'oppressions différentes que l'on peut combiner pour complexifier encore le tableau (cf. la fumeuse «intersectionnalité»), ne peut aboutir qu'à une haine (implicite ou explicite) des fondements théoriques du marxisme, de l'anarcho-syndicalisme et du communisme libertaire, donc des principales idéologies qui ont prôné et mis en pratique la lutte de classe depuis presque deux siècles.

Vingt ans après la création de *Ni patrie ni frontières*, que faire ? Continuer dans le vide ou arrêter ?

En dehors du fait que ces publications ont presque toujours été déficitaires⁸ (donc payées par mon travail et désormais par ma retraite) à quelques exceptions près, la question qui se pose est plutôt celle de leur utilité politique. Les idéologies dominantes aujourd'hui à gauche sont essentiellement identitaires, antirationalistes et féroce­ment opposées à la lutte de classe. Défendre des positions qui vont totalement à contre-courant de ces idéologies dominantes à gauche et vouloir susciter des débats dans des milieux fascinés par le postmodernisme et les différentes formes d'identitarisme, et qui, de surcroît, ont adopté beaucoup de leurs postulats réactionnaires de façon subreptice, est évidemment une tentative utopique, vouée à l'échec, d'autant plus si elle repose sur les épaules d'un seul individu.

Néanmoins, il faut continuer à résister à cette vague réactionnaire qui a envahi les milieux dits d'extrême gauche ou anarchistes. Si une revue pluraliste n'est pas le bon instrument (en tout cas, c'est le constat que je peux faire au vu de ses mauvais résultats financiers au bout de 20 ans), j'essaierai néanmoins de continuer à publier quelques livres par an⁹, issus de traductions des textes d'un seul auteur ou de plusieurs auteurs ou groupes traitant de la même thématique. Auteurs et groupes peu connus en France et dont les réflexions peuvent être utiles à ceux qui veulent penser et agir en dehors des moules identitaires et postmodernes interclassistes.

Nous verrons ce que l'avenir nous réserve... «avenir» personnel tout de même assez limité vu que je suis né au milieu du siècle précédent.

Et pour terminer sur une note un peu plus optimiste, un grand merci à tous les lecteurs et lectrices qui, même s'ils ne sont pas des milliers, m'ont soutenu au cours de ces années, merci à leurs questions, leurs critiques fraternelles et leurs propositions toujours stimulantes.

Yves Coleman, *Ni patrie ni frontières*, 21 septembre 2022

incapables de résoudre, ou pour fournir des explications politiques et sociales dans les médias de masse.

⁸ La moyenne des ventes de la revue est passé de 130 exemplaires par numéro, la première année, à 75, puis à 50, pour tomber encore plus bas, le dernier numéro publié en 2019 s'étant vendu à une trentaine d'exemplaires. Les livres et compilations se sont beaucoup mieux vendus pour la plupart (entre 100 et 200 exemplaires chacun, voire un peu plus), du moins jusqu'en 2018.

⁹ Textes qui sont presque toujours mis en ligne, avant la publication papier, sur le site npnf.eu et le portail mondialisme.org.

ANNEXE :

Pour un bulletin de débats et de traductions

«Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste.»
(Emma Goldman)

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays.

Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

A l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer ce bulletin. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement. Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres «camarades», qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de «(con)vaincre» son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un «adversaire». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise : les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie ; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus ; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente ; les autres organisations seraient «activistes», «ouvriéristes», «syndicalistes», etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et – ne serait-ce qu'à ce niveau – les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit «capital» de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement.

Plus grave encore : l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites «théoriques».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont

occupé leurs usines en 1975-1976, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des «nouvelles». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des «victoires» minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe - à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

A notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix ? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. A condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée : le patriotisme d'organisation. Le célèbre : RIGHT OR WRONG, MY PARTY (Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières) a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Ce bulletin essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Il présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde.

Enfin, ce bulletin se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

(août 2002)